

Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 26 juin au 3 juillet 2026

UNE SEMAINE SUR LES MARCHÉS*

Les marchés misent sur moins de resserrement monétaire

- Les bonnes nouvelles concernant l'inflation en zone euro et les signes d'essoufflement du marché du travail américain ont entraîné une baisse des taux courts, car les marchés ont revu à la baisse les probabilités de hausse des taux aux États-Unis et en Europe. En revanche, les rendements des obligations sur les maturités plus longues ont progressé. Le taux américain à 10 ans reste proche de 4,5% et le taux allemand à 10 ans se situe juste en dessous de 3 %. Les volumes d'échanges sont restés limités aux États-Unis, dans une semaine écourtée par les célébrations de la fête de l'Indépendance.
- La semaine boursière s'est terminée positivement, portée par ces anticipations de marché plus favorables sur le front monétaire. Le S&P 500 a enregistré sa meilleure performance hebdomadaire depuis le début du mois de mai. Certains secteurs sont toutefois restés sous pression, en particulier celui des semi-conducteurs. L'indice Philadelphia Semiconductor a reculé de 4,37 %, enregistrant une deuxième semaine consécutive de baisse.

LES NOUVELLES MACROÉCONOMIQUES DE LA SEMAINE

- L'inflation dans la zone euro est passée de 3,2 % en mai à 2,8 % en juin, principalement sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie consécutive à la trêve au Moyen-Orient. L'inflation sous-jacente s'établit à 2,4 %, tandis que l'inflation des services a diminué mais demeure supérieure à 3 %. La situation s'est donc améliorée. Toutefois, comme l'a rappelé l'économiste en chef de la BCE, les effets indirects du conflit au Moyen-Orient pourraient mettre plusieurs mois à se faire sentir, et certains impacts semblent être encore à venir. Dans ce contexte, une seconde hausse des taux reste, selon nous, une possibilité crédible.
- Lors du panel des banquiers centraux organisé par la BCE à Sintra, les nouveautés concernant l'orientation future de la politique monétaire ont été limitées. Kevin Warsh a surtout réaffirmé ses convictions sur l'Intelligence artificielle comme facteur désinflationniste à moyen terme, annoncé que la communication de la Fed va évoluer alors que la gestion du bilan reste un sujet important. Il a indiqué que davantage d'informations devraient être communiquées dès la semaine prochaine sur la composition des groupes de travail. Ces groupes réuniront des experts issus du monde académique ainsi que privé, donc extérieurs aux équipes de la Réserve fédérale.
- Pour la première fois depuis trois mois, le rapport sur l'emploi américain a déçu les attentes. En juin, seulement 57 000 emplois ont été créés, contre 113 000 emplois attendus par le marché. Le principal point faible vient du secteur des loisirs et de l'hôtellerie-restauration, qui avait été l'un des plus dynamiques le mois précédent. Cela dit, l'image d'ensemble ne change pas l'idée d'un marché du travail toujours en situation d'équilibre, même s'il fonctionne à un rythme modéré, avec peu d'embauches mais aussi peu de licenciements. La moyenne des créations d'emplois sur trois mois atteint encore 111 000 postes et le taux de chômage a reculé de 4,3 % à 4,2 %.
- Ce rapport ne remet donc pas en cause notre scénario d'une Fed qui laisserait ses taux inchangés jusqu'à la fin de l'année. Au contraire, cette évolution renforce l'argument en faveur d'une longue pause monétaire de la Réserve fédérale.
- Notre vue a également été renforcée par une annonce importante du Bureau of Economic Analysis la semaine dernière. L'institut de comptabilité nationale américain a indiqué qu'il modifierait sa méthode de

calcul pour trois composantes des prix des services dans le déflateur de la consommation (l'indicateur d'inflation privilégié par la Fed) : les services de gestion de portefeuille et de conseil en investissement, les services juridiques, ainsi que les logiciels et équipements informatiques (inflation liée à l'IA). Aujourd'hui, ces composantes contribuent à maintenir le déflateur de la consommation sous-jacente à un niveau supérieur à celui de l'inflation sous-jacente mesurée par l'indice des prix à la consommation, une situation relativement rare. La révision, qui entrera en vigueur en septembre et sera appliquée rétroactivement jusqu'en 2021, devrait donc conduire à une révision à la baisse du profil de l'inflation.

- Enfin, la semaine dernière, la Cour suprême a confirmé que la gouverneure de la Fed Lisa Cook pouvait rester en fonction pendant l'examen de son dossier l'opposant à l'administration américaine, une décision positive et nécessaire pour préserver l'indépendance de la Fed. En revanche, la Cour suprême ne s'est pas prononcée sur le fond des accusations portées contre elle et n'a pas précisé les conditions justifiant une révocation pour motif valable. A moyen terme donc les implications sont moins claires. Par ailleurs, dans une autre affaire, la justice américaine autorise désormais l'exécutif à révoquer sans motif des dirigeants d'agences fédérales indépendantes. La Fed a été explicitement exclue de cette décision en raison de son statut particulier.
- Enfin, l'administration Trump a décidé de ne pas renouveler l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada (USMCA), ce qui veut dire que l'accord sera soumis à un processus de révision annuelle et restera en vigueur jusqu'en 2036. Son prolongement au-delà de cette date nécessitera l'accord unanime des États-Unis, du Canada et du Mexique.

	03/07/2026	26/06/2026	Variation hebdo.	Variation / fin 2025
Actions			%	%
CAC 40	8 508	8 385	1,5%	4,4%
S&P 500	7 483	7 354	1,8%	9,3%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,48	4,37	11	32
10 ans Allemagne	2,94	2,85	9	8
10 ans France	3,73	3,64	9	16
10 ans Italie	3,71	3,59	12	16
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	77	74	3	7
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2025
VIX	14	16	-2	-1

Source Bloomberg - Indices actions hors dividendes en devise locale

Achévé de rédiger le lundi 6 juillet 2026 par Ofi Invest Asset Management
Ombretta SIGNORI, directrice de la recherche macroéconomique et stratégie
Romain FAQUET, économiste et macro-stratégiste.

Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP92012 – n° TVA intracommunautaire FR51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 127-129, quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 384 940 342. Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir.

FA26/0866/M